

EN GIRONDE, ENGAGÉ DANS LA DÉFENSE DE NOTRE CADRE DE VIE !

CENTRALE À BÉTON À VILLENAVE-D'ORNON

J'étais présent aux côtés d'une soixantaine de Villenavais et des élu.e.s de Villenave en Commun pour dénoncer le nouveau méga projet du maire Patrick Pujol : l'arrivée d'une usine à béton en centre bourg. Le vieux bourg de Villenave d'Ornon ne doit pas devenir un lieu de passage pour des centaines de camions. Nous devons protéger nos centres-villes de la pollution sonore, visuelle et environnementale.



UN PLAN POUR LE FERROVIAIRE EN GIRONDE

J'ai écrit au président de la Région pour qu'il ouvre de toute urgence la ligne ferroviaire entre Blaye et Bordeaux afin de permettre à des milliers d'habitants du nord de la Gironde d'aller au travail en train, évitant ainsi les bouchons et la pollution. Je continue aussi mon combat pour le développement du fret et de la gare d'Hourcade à Bègles, j'ai écrit à ce sujet au président de la SNCF.



SOUTIEN AUX AIDES À DOMICILE

Avec Mathieu Caillaud, élu à St-André de Cubzac, j'ai rencontré les aides à domicile qui sont en première ligne pendant la crise sanitaire pour continuer à assurer une présence et des soins indispensables. J'ai demandé à ce qu'elles puissent bénéficier de la prime Covid au même titre que les soignants.



ALI BABA À BELIN-BELIET ?

Je soutiens le collectif "Touche pas à ma zone humide" mobilisé contre le projet de plateformes logistiques géante et inutile d'Ali Baba à Belin-Beliet. Le projet veut détruire 19 hectares de zone humide classés Natura 2000. La création d'emploi promise par le géant du e-commerce est un mirage car pour 1 emploi créé, au moins 2 seront détruits comme cela a été révélé par de nombreux rapports.



HÔPITAL ROBERT PICQUÉ

J'ai à nouveau interpellé la ministre des Armées sur l'avenir de l'hôpital Robert Picqué. Alors que nous traversons une crise sanitaire de grande ampleur je ne laisserai pas cet hôpital public de proximité fermer, affaire à suivre...



BASSINE NON MERCI !

J'étais présent au rassemblement dans le marais Poitevin contre le projet de retenues d'eau géantes qui sont une aberration écologique au service de seulement quelques agriculteurs. L'eau est un bien commun il est nécessaire d'en garantir l'accès à tous et de rendre possible la transition écologique de notre modèle agricole.



Mon tour de la circo à vélo !

Toujours accessible, retrouvez-moi près de chez vous

À VILLENAVE-D'ORNON

- 9 Jan.** 10h à 12h devant La Poste du Pont de la Maye
- 11 Jan.** 16h à 17h devant l'école Jules Verne quartier du Bocage
- 20 Dec.** 10h à 12h devant le Lidl de Chambéry
- 23 Jan.** 10h à 12h devant la boulangerie du vieux Bourg

À BÈGLES

- 15 Dec.** 17h à 19h à l'arrêt de Tram Terre Neuve
- 16 Jan.** 10h à 12h sur le marché du 14 juillet
- 19 Dec.** 10h à 12h devant le Lidl du quartier Thorez
- 23 Jan.** 14h à 16h devant le Auchan route de Toulouse

À TALENCE

- 10 Jan.** 10h à 12h sur le marché de Thouars
- 16 Jan.** 14h à 16h devant le Lidl quartier de Thouars
- 30 Jan.** 10h à 12h devant le Leclerc (rue Pacaris)

À BORDEAUX

- 7 Jan.** 16h à 17h Cité Carle Vernet
- 9 Jan.** 14h à 16h Devant le Leader Price boulevard Albert 1er
- 14 Jan.** 16h à 18h place Nansouty
- 17 Jan.** 16h à 17h place Ferdinand Buisson

Venez échanger sans rendez-vous avec le député tous les 1er vendredi du mois à sa permanence parlementaire !
Prochaines dates : vendredi 8 janvier de 14h à 19h
281 route de toulouse, Villenave d'Ornon

Pour retrouver toutes les dates, rendez-vous sur mon nouveau site internet : loicprudhomme.fr

@ contact@loicprudhomme.fr

@PrudhommeLoic

Loïc Prud'homme

PORTE VOIX

L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ
LOÏC PRUD'HOMME

N°7 | AUTOMNE 2020

Bordeaux Sud - Bègles
Talence - Villenave d'Ornon



NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



DES MOIS D'INCONSTANCE ET D'IMPROVISATION : UN CONFINEMENT INCOHÉRENT POUR MASQUER L'INCOMPÉTENCE DU GOUVERNEMENT !

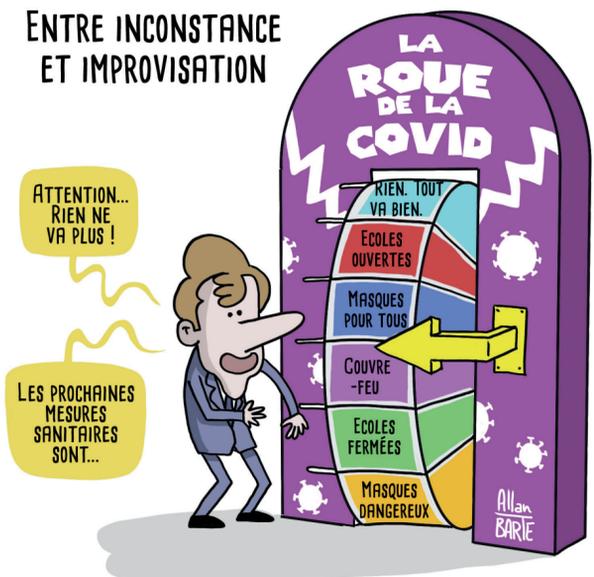
Face à la 2nde vague de l'épidémie de Covid 19 dans tout le pays, Macron se la joue à nouveau chef de guerre malgré son échec à anticiper et gérer la 1ère vague. Où sont les lits de réanimations supplémentaires, les tests rapides et efficaces ? Les masques gratuits pour toute la population ? Les surblouses dans les hôpitaux ? Un protocole sanitaire cohérent dans les écoles et les cantines ?

Incapable d'apporter aucune réponse à toutes ces questions sanitaires, le Gouvernement préfère restreindre nos libertés publiques avec un confinement qui n'a aucune cohérence.

Ainsi le virus circulerait dans les cafés, les librairies chez les fleuristes et nos amis mais s'arrêterait aux portes des écoles, hypermarchés, cantines et usines. Quand il s'agit pour les enseignants de faire classe devant 35 élèves ou pour les employés du e-commerce de prendre des risques pour nos colis, Monsieur Macron se fiche bien du risque sanitaire ! Les petites mains triment, les petits commerces s'éteignent et nos vies sont confinées tandis que les amis du CAC40 continuent d'empocher les milliards de dividendes !

Le Gouvernement navigue à vue dans la gestion de cette crise sanitaire et est incapable de planifier la sortie de crise ni d'en amortir les effets avec un plan de relance XXS ! Cela fait des mois que le virus est sur le territoire, qu'il manque des places en réanimation et Macron continue d'étouffer l'hôpital public. Sur notre circonscription l'hôpital Robert Picqué, qui a joué un rôle fondamental dans la prise en charge des patients Covid, est toujours condamné à la fermeture. Les soignant.e.s continuent d'exercer dans des conditions déplorables, le ministre Véran les paie avec des mots.

ENTRE INCONSTANCE ET IMPROVISATION



De leur côté les commerçants et artisans attendent toujours un régime assurantiel de prise en charge des pertes d'exploitation. J'avais proposé d'étendre en juin la couverture "Cat-Nat" (catastrophes naturelles) pour cela. Refus pour préserver les multinationales du secteur qui versent pourtant encore des dividendes à leurs actionnaires !

Où est l'action politique, où sont les promesses du printemps ?

En plus d'être inefficace, Macron profite de cette crise pour restreindre nos liber-

tés publiques et étouffer la démocratie : couvre feu discutable et prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'en 2021. Voilà les moyens détournés utilisés pour empêcher une contestation sociale inévitable suite à une telle faillite. Face à ce constat d'amateurisme et (en même temps) d'autoritarisme, devant la plus grande crise d'après guerre nous devons ensemble apprendre de l'Histoire : faisons payer les profiteurs de crise qui se sont enrichis sur notre dos, exigeons un bouclier social pour le plus grand nombre. Et limogeons le général de pacotille qui mène une guerre aux pauvres.



ABERRATION ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALE : UNE SUSPENSION DE LA 5G S'IMPOSE !



**+ 5000
NOUVELLES
ANTENNES
ET 25000 SERONT
ADAPTÉES POUR LA 5G**



**0 CRÉATION
D'EMPLOI**
(SOURCE CFE-CGC ORANGE)



**+ 3 %
AUGMENTATION
DE LA CONSOMMATION
ÉNERGÉTIQUE DU PAYS
LIÉE À L'UTILISATION
DE LA 5G**



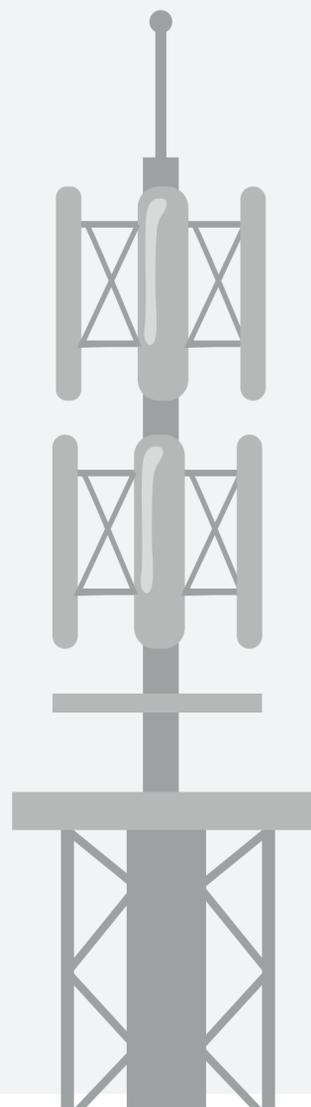
**3 MILLIONS
D'ÉLECTROSENSIBLES
EN FRANCE**



**6,8 MILLIONS
DE FRANÇAIS
N'ONT TOUJOURS PAS
ACCÈS À INTERNET
ÉQUIPONS DÉJÀ TOUS
LES FOYERS AVEC LA FIBRE**



**+ 5 EUROS
PAR MOIS
SURCÔÛ MINIMUM
POUR LES FORFAITS 5G**



170 scientifiques venant de **37 pays** ont alertés sur les conséquences de ces ondes sur la santé humaine et **demandent un moratoire** sur le développement de la 5G

150 citoyens de la convention citoyenne sur le climat **ont demandé un moratoire sur la 5G** que Macron s'était engagé à reprendre **"sans filtre"** or aujourd'hui la 5G est en cours de déploiement et à **Bordeaux les antennes sont déjà là...**

0 débat à l'Assemblée nationale, pas de vote des députés ni de consultation des citoyens sur le déploiement de cette technologie



MA PROPOSITION DE LOI POUR AIDER LES ARTISANS, COMMERÇANTS ET LES PETITES ENTREPRISES

Pendant le confinement, les artisans, TPE, PME, petits commerces et restaurateurs sont restés fermés. Face aux pertes d'exploitations brutales et aux licenciements et fermetures qui se sont multipliés, j'ai déposé une proposition de loi pour que le Gouvernement étende la couverture du régime de "catastrophe naturelle" afin que les assureurs prennent leur part dans la solidarité nationale. Mais le Gouvernement qui se prétend grand défenseur du monde économique a repoussé cette proposition et a préféré distribuer 20 milliards aux grandes entreprises du Medef et laisser les petites fermer en silence.



BIEN-ÊTRE ANIMAL : MES ENGAGEMENTS

À l'Assemblée j'ai dénoncé à plusieurs reprises les pratiques de l'élevage industriel, il est urgent de mettre fin aux projets de fermes-usines et à toutes les pratiques de maltraitance animale dans l'agro-alimentaire. Je défends une agriculture paysanne locale et à dimension humaine respectueuse du bien être animal. A cet effet, j'ai répondu favorablement à la demande de référendum pour les animaux afin d'interdire, entre autre, les animaux sauvages dans les cirques et l'élevage des animaux pour leur fourrure.



LA BATAILLE CONTRE LES NÉONICOTINOÏDES

Néonicotinoïdes, kesako ?

Les néonicotinoïdes sont des insecticides agissant sur le système nerveux central des insectes. Ils contaminent les sols, l'eau, tuent en masse les abeilles et sont très dangereux même à faibles doses pour notre santé. Ils étaient interdits depuis 2016.

En plein été, alors que la France profite d'un repos bien mérité, le gouvernement courageux et sûr de son coup, annonce en catimini la réintroduction des néonicotinoïdes pour la culture des betteraves sucrières. Interdits depuis 2016 pour leur dangerosité, les insecticides néonicotinoïdes reviennent au cœur du débat et leur autorisation a été votée à la majorité à l'Assemblée début octobre.

Membre de la Commission du développement durable et engagé depuis toujours pour l'écologie, je ne pouvais pas ne pas vous parler dans ce "Porte-voix" de ce scandale environnemental porté par la majorité. Au delà du drame écologique que cela constitue, c'est un dossier qui montre que les mensonges et le mépris sont les outils principaux de notre gouvernement. Barbara Pompili qui était secrétaire d'Etat à l'environnement en 2016 avait permis la fin de ces pesticides : en 2020 c'est cette même Barbara Pompili, ministre de l'environnement qui... réautorise les néonicotinoïdes !

Mais quelle abeille l'a donc piqué ? Pouvoir dire tout et son contraire sans aucune honte, semble être la marque de fabrique de LREM depuis leur arrivée au pouvoir: déclarer être contre les néo-

nicotinoïdes tout en votant pour leur autorisation ! Julien Denormandie, Ministre de l'Agriculture anti-environnement a aussi brillé par ses contradictions en nous offrant une masterclass du mépris lors de ses interventions. Tout au long des débats les députés de LREM n'ont cessé de discréditer toute opposition à ce projet meurtrier, incompréhensible et indéfendable. En somme, c'est un beau retour en arrière dans la lutte pour la préservation de la biodiversité et pour la santé environnementale.

Les partisans de cette nouvelle autorisation ont dissimulé nos arguments dans une séance de débat nocturne. Nous nous sommes battus toute la nuit dans une Assemblée Nationale déserte pour défendre l'interdiction des néonicotinoïdes. Les marionnettes du gouvernement ont bien récité les arguments des lobbies, défendant plus ces intérêts que la protection de nos ressources, sols et eau, et de la vie sur terre. Un grand merci à ce gouvernement de nous permettre de nous empoisonner un peu plus longtemps, je leur remets le premier prix de la lâcheté et de l'opportunisme pour l'annulation de leur engagements environnementaux à la première sollicitation des lobbies.

" Quoi qu'il arrive en 2020 c'est fini pour les Néonicotinoïdes "

BARBARA POMPILI
En 2016



EN 2020
BARBARA POMPILI
VIENT DE RÉAUTORISER
LES NÉONICOTINOÏDES !



LIBÉRONS NOS ESPRITS ET L'ESPACE PUBLIC DE PUBLICITÉS INUTILES

En septembre dernier était discutée à l'Assemblée Nationale une proposition de loi pour encadrer la publicité, qui est souvent un moyen pour les entreprises de nous vendre des produits aussi polluants que mauvais pour notre santé. Cette proposition de loi du député ex-LREM Matthieu Orphelin, finalement rejetée, visait à inciter gentiment les publicitaires sans les contraindre à faire le moindre effort. Mais le climat n'attend pas que nous nous adaptions, les changements sont réels et ont déjà commencé. Pour répondre à l'urgence climatique il faut aller bien au delà de cela et mettre en place une écologie populaire en rupture nette avec le modèle de consommation actuel. Nous sommes confrontés chaque jour à près de 2000 messages

publicitaires nous poussant à accumuler, à consommer sans fin. Le but premier de la publicité est là: créer des besoins artificiels pour nous pousser à surconsommer. J'ai donc émis plusieurs propositions pour libérer entièrement l'espace public et notre esprit de ces incitations publicitaires. Tout d'abord, il faut lutter contre l'obsolescence programmée: la publicité vise à réduire artificiellement la durée de vie de nos biens en proposant d'autres tendances, démodant automatiquement les précédentes. Le deuxième pilier de lutte contre les effets néfastes de la publicité dans nos vies est d'encadrer les publicités incitant à consommer des produits polluants et néfastes pour la santé (automobile, aviation, plastiques jetables, appareils

numériques, malbouffe...). De plus, je propose d'interdire les publicités sur écran lumineux: ces supports publicitaires aguicheurs sont souvent destinés à un public jeune, très sensibles à ces messages commerciaux nous vendant des besoins artificiels créés par les marques. Ces écrans publicitaires sont aussi par nature bien trop polluants à cause de leur conception avec des matériaux rares, non-recyclables, rapidement obsolètes ainsi que par leur consommation d'énergie importante. Toutes ces mesures sont nécessaires et urgentes pour encadrer la publicité, encourageant une consommation déraisonnable qui accélère le réchauffement climatique.